

REPUBLIQUE GABONAISE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

MISSION POUVOIRS PUBLICS

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR

2015

Le Rapport Annuel de Performance (RAP) est le bilan d'un exercice budgétaire, pour une mission.

La présentation du bilan pour la mission reprend :

- le bilan stratégique de la mission, avec notamment l'avancement des objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau de la mission

Chaque programme constitutif de la mission détaille ensuite les parties suivantes :

Le bilan stratégique du programme détaille :

- la présentation du programme
- l'avancement des objectifs stratégiques dans une perspective pluriannuelle, qui met en perspective les actions menées durant l'année et les années précédentes, par rapport à l'échéance de mise en œuvre de l'objectif stratégique dans son ensemble.

Le bilan des moyens consommés par le programme durant l'exercice budgétaire détaille :

- le récapitulatif des crédits consommés par le programme durant l'exercice budgétaire, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), et détaillés selon la nomenclature par destination (actions) et par nature (titres) ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau du programme.

Les évolutions en termes d'emplois de l'Etat et de ses opérateurs détaillent :

- la présentation de la situation relative aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat en fin d'exercice.

L'analyse de l'utilisation des moyens mis à disposition du programme durant l'année détaille :

- la mise en évidence, pour chaque titre, des écarts entre la consommation prévue et la consommation effective des moyens, avec une explication de ces écarts.

Le bilan du travail avec les opérateurs au cours de l'année détaille :

- la mise en évidence, pour chaque opérateur intervenant dans le champ du programme, des moyens mis à disposition, et des résultats atteints comparés aux engagements pris par l'opérateur vis-à-vis de l'Etat, et par l'Etat vis-à-vis de l'opérateur.

AVANT-PROPOS	2
MISSION 21 : POUVOIRS PUBLICS	4
BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION	5
PRESENTATION DES DOTATIONS	5
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET ACTION	6
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET TITRE	7
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	10
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	11
BILAN STRATEGIQUE DE LA DOTATION	12
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	12
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	12
ASSEMBLEE NATIONALE	13
BILAN STRATEGIQUE DE LA DOTATION	14
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	14
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	14
SENAT	15
BILAN STRATEGIQUE DE LA DOTATION	16
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	16
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	16
COUR CONSTITUTIONNELLE	17
BILAN STRATEGIQUE DE LA DOTATION	18
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	18
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	18

MISSION 21 : POUVOIRS PUBLICS

BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION

PRESENTATION DES DOTATIONS

L'annexe au projet de loi de finances " mission des pouvoirs publics « est prévue par l'article 14 alinéa 3 de la loi organique n°31/2010 du 21 octobre 2010 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget (LOFFEB).

La mission pouvoirs publics regroupe les crédits des institutions constitutionnelles suivantes :

- Présidence de la République,
- Assemblée Nationale,
- Sénat,
- Cour Constitutionnelle

Chacune de ces institutions fait l'objet d'une dotation. Les crédits y afférents sont regroupés sous les titres 2, 3,4, et 5 des charges budgétaires de l'État.

Les dotations des pouvoirs publics ne sont pas soumises à la démarche de performance.

Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe les crédits en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, le budget engagé et consommé en 2015.

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)	Ecart (b) - (a)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (d) - (c)
21.717	Programme : 21.717:Présidence de la République	30 525 097 042	23 744 143 825	-6 780 953 217	30 525 097 042	23 744 143 825	- 6 780 953 217
21.717.1	Présidence de la République	30 525 097 042	23 744 143 825	- 6 780 953 217	30 525 097 042	23 744 143 825	- 6 780 953 217
21.724	Programme : 21.724:Assemblée Nationale	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456
21.724.1	Assemblée Nationale	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456
21.731	Programme : 21.731:Sénat	16 728 784 024	17 225 199 456	496 415 432	16 728 784 024	17 225 199 456	496 415 432
21.731.1	Sénat	16 728 784 024	17 225 199 456	496 415 432	16 728 784 024	17 225 199 456	496 415 432
21.738	Programme : 21.738:Cour Constitutionnelle	7 570 744 038	9 597 688 721	2 026 944 683	7 570 744 038	9 597 688 721	2 026 944 683
21.738.1	Cour Constitutionnelle	7 570 744 038	9 597 688 721	2 026 944 683	7 570 744 038	9 597 688 721	2 026 944 683
Total pour la mission		81 004 073 556	77 388 607 910	- 3 615 465 646	81 004 073 556	77 388 607 910	-3 615 465 646

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Mission Pouvoirs Publics est de **81 004 073 556 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **77 388 607 910 FCFA**, soit un écart de **3 615 465 646 FCFA** de crédits disponibles dans la mission en fin d'exercice.

Les écarts de la dotation par programme et action se présentent comme suit :

- Présidence de la République :- **6 780 953 217 FCFA** correspondant au montant des crédits non consommés ;
- Assemblée Nationale : **642 127 456 FCFA** ;
- Sénat : **496 415 432 FCFA** ;
- Cour Constitutionnelle : **2 026 944 683 FCFA**.

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)	Ecart (b) - (a)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (d) - (c)
21.717	Programme : 21.717:Présidence de la République	30 525 097 042	23 744 143 825	- 6 780 953 217	30 525 097 042	23 744 143 825	- 6 780 953 217
	Action : 21.717.1:Présidence de la République	30 525 097 042	23 744 143 825	-6 780 953 217	30 525 097 042	23 744 143 825	- 6 780 953 217
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	8 397 393 000	813 841 459	-7 583 551 541	8 397 393 000	813 841 459	- 7 583 551 541
	Titre 3. Dépenses de biens et services	13 182 748 832	13 923 611 390	740 862 558	13 182 748 832	13 923 611 390	740 862 558
	Titre 4. Dépenses de transfert	2 264 955 210	1 467 690 976	- 797 264 234	2 264 955 210	1 467 690 976	-797 264 234
	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 680 000 000	7 539 000 000	859 000 000	6 680 000 000	7 539 000 000	859 000 000
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
21.724	Programme : 21.724:Assemblée Nationale	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456
	Action : 21.724.1:Assemblée Nationale	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	8 555 475 000	4 396 186 500	-4 159 288 500	8 555 475 000	4 396 186 500	- 4 159 288 500
	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 726 266 032	9 789 952 730	1 063 686 698	8 726 266 032	9 789 952 730	1 063 686 698
	Titre 4. Dépenses de transfert	1 447 707 420	2 302 936 678	855 229 258	1 447 707 420	2 302 936 678	855 229 258
	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 450 000 000	10 332 500 000	2 882 500 000	7 450 000 000	10 332 500 000	2 882 500 000
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-

Numéro et intitulé du programme et de l'action	AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		Numéro et intitulé du programme et de l'action
		AE engagés en 2015 (b)	Ecart (b) - (a)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (d) - (c)	
21.731	Programme : 21.731:Sénat	16 728 784 024	17 225 199 456	496 415 432	16 728 784 024	17 225 199 456	496 415 432
	Action : 21.731.1:Sénat	16 728 784 024	17 225 199 456	496 415 432	16 728 784 024	17 225 199 456	496 415 432
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	5 806 055 000	3 275 456 625	-2 530 598 375	5 806 055 000	3 275 456 625	- 2 530 598 375
	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 085 734 184	8 681 447 475	595 713 291	8 085 734 184	8 681 447 475	595 713 291
	Titre 4. Dépenses de transfert	1 136 994 840	2 123 295 356	986 300 516	1 136 994 840	2 123 295 356	986 300 516
	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 700 000 000	3 145 000 000	1 445 000 000	1 700 000 000	3 145 000 000	1 445 000 000
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
21.738	Programme : 21.738:Cour Constitutionnelle	7 570 744 038	9 597 688 721	2 026 944 683	7 570 744 038	9 597 688 721	2 026 944 683
	Action : 21.738.1:Cour Constitutionnelle	7 570 744 038	9 597 688 721	2 026 944 683	7 570 744 038	9 597 688 721	2 026 944 683
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	1 266 126 000	418 384 500	- 847 741 500	1 266 126 000	418 384 500	-847 741 500
	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 102 959 728	3 297 811 742	194 852 014	3 102 959 728	3 297 811 742	194 852 014
	Titre 4. Dépenses de transfert	1 201 658 310	1 081 492 479	- 120 165 831	1 201 658 310	1 081 492 479	-120 165 831
	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 000 000 000	4 800 000 000	2 800 000 000	2 000 000 000	4 800 000 000	2 800 000 000
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la mission		81 004 073 556	77 388 607 910	-3 615 465 646	81 004 073 556	77 388 607 910	- 3 615 465 646
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	24 025 049 000	8 903 869 084	-15 121 179 916	24 025 049 000	8 903 869 084	- 15 121 179 916
	Titre 3. Dépenses de biens et services	33 097 708 776	35 692 823 337	2 595 114 561	33 097 708 776	35 692 823 337	2 595 114 561
	Titre 4. Dépenses de transfert	6 051 315 780	6 975 415 489	924 099 709	6 051 315 780	6 975 415 489	924 099 709
	Titre 5. Dépenses d'investissement	17 830 000 000	25 816 500 000	7 986 500 000	17 830 000 000	25 816 500 000	7 986 500 000
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-

Explication des principaux écarts :

Les mises à disposition de la dotation Pouvoirs Publics sont de **77 388 607 910 FCFA**, soit un écart de **3 615 465 646 FCFA** par rapport au montant inscrit correspondant au montant disponible de la mission. Notons toutefois que la réserve obligatoire des dotations de la mission a été levée.

Les écarts par programme et titre se présentent comme suit :

- Présidence de la République : **23 744 143 825 FCFA** (titre 2 :-7 583 551 541 FCFA ; titre 3 : 740 862 558 FCFA ; titre 4 : - 797264 234 FCFA ; titre 5 : 859 000 000 FCFA) ;
- Assemblée Nationale : **26 821 575 908 FCFA** (titre 2 : -4 159 288 500 FCFA ; titre 3 : 1 063 686 698 FCFA ; titre 4 : 855 229 258 FCFA ; titre 5 : 2 882 500 000 FCFA) ;
- Sénat : **17 225 199 456 FCFA** (titre 2 :-2 530 598 375FCFA ; titre 3 : 595 713 291FCFA ; titre 4 : 986 300 516 FCFA ; titre 5 : 1 445 000 000 FCFA) ;
- Cour Constitutionnelle : **9 597 688 721 FCFA** (titre 2 : - 847 741 500 FCFA ; titre 3 : 194 852 014 FCFA ; titre 4 : - 120 165 831 FCFA ; titre 5 : 2 800 000 000 FCFA).

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Mission		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
21	Pouvoirs publics	81 004 073 556	- 16 038 609 981	12 423 144 335	77 388 607 910
21.717	Présidence de la République	30 525 097 042	- 8 380 815 775	1 599 862 558	23 744 143 825
21.724	Assemblée Nationale	26 179 448 452	- 4 159 288 500	4 801 415 956	26 821 575 908
21.731	Sénat	16 728 784 024	- 2 530 598 375	3 027 013 807	17 225 199 456
21.738	Cour Constitutionnelle	7 570 744 038	- 967 907 331	2 994 852 014	9 597 688 721
21.745	Haute Cour de Justice	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La mission a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **16 038 609 981 FCFA** des crédits disponibles vers la mission « Provisions »,

Ces mouvements sont repartis comme suit :

- Présidence de la République : **8 380 815 775 FCFA** ;
- Assemblée Nationale **4 159 288 500 FCFA** ;
- Sénat : **2 530 598 375 FCFA** ;
- Cour Constitutionnelle : **967 907 331 FCFA**.

Pour assurer le fonctionnement optimal des institutions qui composent la mission « Pouvoirs Publics », une rallonge de **12 423 144 335 FCFA** leur a été attribuée. Elle est répartie comme suit :

- Présidence de la République : **1 599 862 558 FCFA** ;
- Assemblée Nationale **4 801 415 956 FCFA** ;
- Sénat : **3 027 013 807 FCFA** ;
- Cour Constitutionnelle : **2 994 852 014 FCFA**.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

BILAN STRATEGIQUE DE LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagées en 2015 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (c) - (d)
Présidence de la République	30 525 097 042	23 744 143 825	-6 780 953 217	30 525 097 042	23 744 143 825	-6 780 953 217
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	8 397 393 000	813 841 459	-7 583 551 541	8 397 393 000	813 841 459	-7 583 551 541
Titre 3. Dépenses de biens et services	13 182 748 832	13 923 611 390	740 862 558	13 182 748 832	13 923 611 390	740 862 558
Titre 4. Dépenses de transfert	2 264 955 210	1 467 690 976	-797 264 234	2 264 955 210	1 467 690 976	-797 264 234
Titre 5. Dépenses d'investissement	6 680 000 000	7 539 000 000	859 000 000	6 680 000 000	7 539 000 000	859 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation	30 525 097 042	23 744 143 825	-6 780 953 217	30 525 097 042	23 744 143 825	-6 780 953 217

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Présidence de la République est de **30 525 097 042 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **23 744 143 825 FCFA** soit un écart de **-6 780 953 217 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre	Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
Action : 21.717.1:Présidence de la République	30 525 097 042	- 8 380 815 775	1 599 862 558	23 744 143 825
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	8 397 393 000	- 7 583 551 541	-	813 841 459
Titre 3. Dépenses de biens et services	13 182 748 832	-	740 862 558	13 923 611 390
Titre 4. Dépenses de transfert	2 264 955 210	- 797 264 234	-	1 467 690 976
Titre 5. Dépenses d'investissement	6 680 000 000	-	859 000 000	7 539 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **8 380 815 775 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 7 583 551 541 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 797 264 234 FCFA ;

Pour assurer le fonctionnement optimal de la Présidence de la République, une rallonge de **1 599 862 558 FCFA** a été attribuée à cette institution. Elle est répartie comme suit :

- Titre 3. Dépenses de biens et services : 740 862 558 FCFA ;
- Titre 5. Dépenses d'investissement : 859 000 000 FCFA.

ASSEMBLEE NATIONALE

BILAN STRATEGIQUE DE LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagées en 2015 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (c) - (d)
Assemblée Nationale	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	8 555 475 000	4 396 186 500	-4 159 288 500	8 555 475 000	4 396 186 500	-4 159 288 500
Titre 3. Dépenses de biens et services	8 726 266 032	9 789 952 730	1 063 686 698	8 726 266 032	9 789 952 730	1 063 686 698
Titre 4. Dépenses de transfert	1 447 707 420	2 302 936 678	855 229 258	1 447 707 420	2 302 936 678	855 229 258
Titre 5. Dépenses d'investissement	7 450 000 000	10 332 500 000	2 882 500 000	7 450 000 000	10 332 500 000	2 882 500 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456	26 179 448 452	26 821 575 908	642 127 456

Explication des principaux écarts :

La dotation de l'Assemblée Nationale est de **26 179 448 452 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **26 821 575 908 FCFA** soit un écart de **642 127 456 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et de l'action	Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
Action : 21.724.1:Assemblée Nationale	26 179 448 452	-4 159 288 500	4 801 415 956	26 821 575 908
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	8 555 475 000	- 4 159 288 500	-	4 396 186 500
Titre 3. Dépenses de biens et services	8 726 266 032	-	1 063 686 698	9 789 952 730
Titre 4. Dépenses de transfert	1 447 707 420	-	855 229 258	2 302 936 678
Titre 5. Dépenses d'investissement	7 450 000 000	-	2 882 500 000	10 332 500 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **4 159 288 500 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 4 159 288 500 FCFA ;

Pour assurer le fonctionnement optimal de l'Assemblée Nationale, une rallonge de **4 801 415 956 FCFA** a été attribuée à cette institution. Elle est répartie comme suit :

- Titre 3. Dépenses de biens et services : 1 063 686 698 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 855 229 258 FCFA ;
- Titre 5. Dépenses d'investissement : 2 882 500 000 FCFA.

SENAT

BILAN STRATEGIQUE DE LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagées en 2015 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (c) - (d)
Sénat	16 728 784 024	17 225 199 456	- 496 415 432	16 728 784 024	17 225 199 456	-496 415 432
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	5 806 055 000	3 275 456 625	2 530 598 375	5 806 055 000	3 275 456 625	2 530 598 375
Titre 3. Dépenses de biens et services	8 085 734 184	8 681 447 475	- 595 713 291	8 085 734 184	8 681 447 475	-595 713 291
Titre 4. Dépenses de transfert	1 136 994 840	2 123 295 356	- 986 300 516	1 136 994 840	2 123 295 356	-986 300 516
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 700 000 000	3 145 000 000	- 1 445 000 000	1 700 000 000	3 145 000 000	- 1 445 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation	16 728 784 024	17 225 199 456	- 496 415 432	16 728 784 024	17 225 199 456	- 496 415 432

Explication des principaux écarts :

La dotation du Sénat est de **16 728 784 024 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **17 225 199 456 FCFA** soit un écart de **- 496 415 432 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et de l'action	Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
Action : 21.731.1:Sénat	16 728 784 024	-2 530 598 375	3 027 013 807	17 225 199 456
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	5 806 055 000	-2 530 598 375	-	3 275 456 625
Titre 3. Dépenses de biens et services	8 085 734 184	-	595 713 291	8 681 447 475
Titre 4. Dépenses de transfert	1 136 994 840	-	986 300 516	2 123 295 356
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 700 000 000	-	1 445 000 000	3 145 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **2 530 598 375 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 2 530 598 375 FCFA.

Pour assurer le fonctionnement optimal du Sénat, une rallonge de **3 027 013 807 FCFA** a été attribuée à cette institution. Elle est répartie comme suit :

- Titre 3. Dépenses de biens et services : 595 713 291 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 986 300 516 FCFA ;
- Titre 5. Dépenses d'investissement : 1 445 000 000 FCFA.

COUR CONSTITUTIONNELLE

BILAN STRATEGIQUE DE LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagées en 2015 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (c) - (d)
Cour Constitutionnelle	7 570 744 038	9 597 688 721	- 2 026 944 683	7 570 744 038	9 597 688 721	- 2 026 944 683
Titre 1. Charges financières de la dette	-			-		
Titre 2. Dépenses de personnel	1 266 126 000	418 384 500	847 741 500	1 266 126 000	418 384 500	847 741 500
Titre 3. Dépenses de biens et services	3 102 959 728	3 297 811 742	-194 852 014	3 102 959 728	3 297 811 742	-194 852 014
Titre 4. Dépenses de transfert	1 201 658 310	1 081 492 479	120 165 831	1 201 658 310	1 081 492 479	120 165 831
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 000 000 000	4 800 000 000	-2 800 000 000	2 000 000 000	4 800 000 000	- 2 800 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-			-		
Total de la dotation	7 570 744 038	9 597 688 721	- 2 026 944 683	7 570 744 038	9 597 688 721	- 2 026 944 683

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Cour Constitutionnelle est de **7 570 744 038 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **9 597 688 721 FCFA** soit un écart de **- 2 026 944 683 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée. Notons toutefois que la Cour Constitutionnelle a transféré un montant de 26 547 736 FCFA à la Commission Electorale.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et de l'action	Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
Action : 21.738.1:Cour Constitutionnelle	7 570 744 038	- 967 907 331	2 994 852 014	9 597 688 721
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	1 266 126 000	- 847 741 500	-	418 384 500
Titre 3. Dépenses de biens et services	3 102 959 728	-	194 852 014	3 297 811 742
Titre 4. Dépenses de transfert	1 201 658 310	- 120 165 831	-	1 081 492 479
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 000 000 000	-	2 800 000 000	4 800 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **967 907 331 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 847 741 500 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 120 165 831 FCFA.

Pour assurer le fonctionnement optimal de la Cour Constitutionnelle, une rallonge de **2 994 852 014 FCFA** a été attribuée à cette institution. Elle est répartie comme suit :

- Titre 3. Dépenses de biens et services : 194 852 014 FCFA ;
- Titre 5. Dépenses d'investissement : 2 800 000 000 FCFA.